

"A l'Assemblée, le traité de Nice fait bouger les lignes" dans Le Figaro (5 juin 2001)

Légende: Le 5 juin 2001, le quotidien français Le Figaro détaille les diverses positions des députés de l'Assemblée nationale face aux enjeux de la ratification du traité de Nice.

Source: Le Figaro. 05.06.2001. Paris: Le Figaro. "A l'Assemblée, le traité de Nice fait bouger les lignes", auteur:Roquelle, Sophie.

Copyright: (c) Le Figaro

URL: http://www.cvce.eu/obj/a_1_assemblee_le_traite_de_nice_fait_bouger_les_lignes_dans_le_figaro_5_juin_2001-fr-e07df136-53b6-43dd-9450-724a8c16822f.html

Date de dernière mise à jour: 19/12/2013

EUROPE Les députés examinent aujourd'hui le projet de loi de ratification d'un traité qui reste aussi critiqué à gauche qu'à droite

A l'Assemblée, le traité de Nice fait bouger les lignes

Sophie Roquelle

Trop d'Europe pour les uns, pas assez d'Europe pour les autres... Six mois après avoir été négocié dans la douleur, le traité de Nice, dont le projet de loi de ratification sera débattu aujourd'hui à l'Assemblée nationale, va se retrouver à nouveau sous le feu de la critique d'une bonne partie de la classe politique française.

Certes, hormis quelques cas marginaux, le soutien du RPR et celui du Parti socialiste sont acquis pour ce texte qui réforme modestement les institutions de l'Union européenne, arraché à l'issue d'une négociation marathon dans les dernières heures de la présidence française de l'UE. En février, lors de la signature officielle du traité, Jacques Chirac et Lionel Jospin avaient plaidé à l'unisson pour sa ratification « *rapide* » par le Parlement français.

Les radicaux de gauche devraient également voter pour. De même que la plupart des députés libéraux, Alain Madelin ayant décrété que ce « *compromis riquiqui vaut mieux qu'un échec* ». La ratification du traité de Nice, par un vote solennel programmé le 12 juin, ne pose donc aucune difficulté.

L'enjeu est donc ailleurs. A droite comme à gauche, ce débat va être pour les opposants au traité l'occasion de rouvrir tout le débat sur l'Europe, et de roder ses arguments en vue de la présidentielle.

Pour la première fois, l'UDF a ainsi décidé de s'abstenir sur un texte européen. Son président, François Bayrou, les yeux de plus en plus rivés sur 2002, a appelé les députés centristes à s'abstenir sur ce « *traité de régression européenne, parce qu'il rend totalement illisible l'Europe pour les citoyens ordinaires* ».

Le groupe centriste, dirigé par le chiraquien Philippe Douste-Blazy, devrait pour une fois éviter de se déchirer et suivre la directive « *bayrouiste* ». Certains élus UDF ont même carrément fait savoir qu'ils voteraient contre la ratification.

A gauche, les Verts, autres européens convaincus, devraient eux aussi s'abstenir. Ils fustigent un « *traité en trompe-l'oeil, ne répondant pas à l'objectif d'une Europe démocratique et plus proche des citoyens* ».

Moins surprenant, les « *eurosceptiques* » et souverainistes de tous bords devraient saisir l'occasion pour dénoncer cette nouvelle étape de l'intégration européenne.

Pour le PCF, c'est Robert Hue qui défendra l'opposition au traité. Officiellement, le Parti communiste n'a pas encore arrêté sa position entre vote contre et abstention. La radicalisation dont il a fait preuve ces dernières semaines dans les débats économiques et sociaux devrait logiquement se traduire par un vote... Surtout si l'adoption du texte est assurée.

Mais l'hostilité la plus forte devrait venir des chevènementistes et des quelques pasquaiens que compte l'Assemblée. Jean-Pierre Chevènement et Jacques Myard, qui revendique son appartenance au RPF mais siège au groupe RPR, défendront chacun une motion de procédure. Le second veut dénoncer « *une Europe complètement abâtardie qui n'a plus de raison d'être au moment où la globalisation la transcende et la dépasse* » et prôner une ouverture de la France vers la Méditerranée et l'Afrique. Au Mouvement des citoyens, toutefois, on n'exclut pas l'abstention. « *Quand on voit que les plus fervents partisans du fédéralisme sont insatisfaits, on se dit que le traité pourrait être pire.* »

Le ministre des Affaires européennes, Pierre Moscovici, a reconnu la semaine dernière devant les députés PS qu'avec ce traité « *nous n'avons pas pu faire passer toutes les réformes que nous souhaitons* ». « *Mais, a-t-il insisté, c'est un compromis à quinze. Sans ratification du traité, il n'y a pas d'élargissement possible à*

court terme. »